

Actualité

Nouveaux adhérents à la Charte des Services Publics Locaux : FG3E, Familles Rurales

Armand Burfin, Président de la Fédération Française des Entreprises Gestionnaires de Services aux Equipements, à l'Energie et à l'Environnement, a signé la Charte le 30 janvier 2003 dans les locaux du Conseil Economique et Social.

Marie-Claude Petit, Présidente et les membres du Bureau de l'Association Familles Rurales, ont reçu Claude Martinand à leur tour pour signer la Charte le 3 juillet dernier.

Conseil d'administration :

Lors de sa séance du 10 avril 2003, le Conseil a noté les difficultés grandissantes pour organiser **l'accès aux services essentiels** dans les pays en développement. Les solutions préconisées dans le **projet de Déclaration** présenté par Claude Martinand à Johannesburg se heurtent à des oppositions de la part des « altermondialistes » ou des États qui ne souhaitent pas augmenter l'aide au développement. Dans ce contexte, le Forum mondial de l'eau de Kyoto en mai 2003 n'a pas permis d'avancer sur les formes de partenariat. Un début de relance a pu être négocié au sommet du G8 à Evian fin juin 2003 sous la forme d'un **plan d'action EAU** faisant explicitement référence au rapport du « Panel mondial sur le financement des infrastructures dans le domaine de l'eau » présidé par Michel Camdessus. En revanche, le projet de « Charte sur l'eau » déclinant la « Déclaration pour l'accès aux services essentiels », présenté sans succès par l'Union européenne au Forum mondial de l'eau de Kyoto n'a pas été repris. Le résumé d'un des participants a été : « Les textes s'améliorent mais rien ne bouge sur le terrain. ». Les experts s'accordent à dire que la situation continue de se détériorer.

Dans le prolongement de l'Initiative PPP prise par l'Institut en octobre 2002, le Conseil a également débattu de la deuxième étape des travaux engagés en décembre 2002 par le Premier Ministre pour l'identification des réformes à conduire sur le sujet. L'Institut et les membres du bureau ont ainsi largement contribué à la réflexion et à la recherche de solutions aux obstacles soulevés dans l'**Initiative IGD** ; en l'espace d'un mois, le groupe de travail, constitué dans ce but, a remis un rapport confidentiel comportant des propositions à l'origine de l'article 6 de la loi n° 2003-591 du 2 juillet 2003 habilitant le Gouvernement à simplifier le droit. Cet article prévoit notamment la création de « nouvelles formes de contrats » dit contrats de partenariat public-privé.

Comité d'Orientation et d'Evaluation : Georges Bouchard, Directeur de la Stratégie à Gaz de France a été accueilli par le Président Mandelkern dans sa séance du 1^{er} juillet 2003. Le principal des discussions de la séance a porté sur les modèles de régulation des services publics et sur les positions à faire valoir au niveau européen.

Le besoin d'une reconnaissance des SIG au niveau européen et de règles applicables aux contrats de PPP dans ce même cadre a été exprimé par les membres ; la définition des principes et la fixation des règles semblent un exercice difficile dans le cadre européen. Dans un univers caractérisé par sa diversité entre les États membres, les propositions françaises peuvent avoir valeur d'exemple pour identifier et harmoniser les dispositions les plus importantes dans le cadre du Traité.

Agenda du Président

5 mars : Assemblée Générale de l'IGD

5 mars : Colloque « 10^{ème} anniversaire de la loi Sapin » avec la participation de Jean-Paul Delevoye, Christian Poncelet et Michel Sapin

31 mars – 1^{er} avril : Rencontres des Villes de la Méditerranée, organisées par le PNUD et la Principauté de Monaco dans le cadre de l'Alliance Mondiale des Villes contre la pauvreté – Monaco

10 avril : Conseil d'Administration de l'IGD

3 juillet : Bureau de l'IGD

7 avril/13 juin/3 juillet : M. de St Pulgent (Inspecteur Général des Finances)

22 mai : M. Baffy (Fédération Française du Bâtiment)

15 avril : M. Tardy (Fédération Nationale des Travaux Publics)

25 juin : M.M. Colliou et Bouchard (Gaz de France)

Le message du Président

Après le vote de la loi du 2 juillet 2003 habilitant le gouvernement à simplifier le droit, l'Institut s'est organisé pour apporter au Gouvernement des éléments de réflexion portant sur l'ensemble des domaines couverts par le projet de la future ordonnance PPP. Les propositions ont été construites de façon à constituer une synthèse des attentes de l'ensemble des partenaires dans chaque secteur concerné. Cette synthèse émane aussi bien des partenaires représentés au Conseil d'Administration que des organisations signataires de la Charte des Services Publics Locaux.

Laurent Deruy, Gilles Le Chatelier et Pierre Van de Vyver ont animé ces travaux tant pour l'élaboration des contributions rédactionnelles que pour l'animation des groupes de réflexion créés pour la circonstance sur des thèmes aussi déterminants pour le PPP que le financement, la délégation de service public, l'évaluation.

Parallèlement, l'Institut mène une réflexion sans prise aussi directe sur le temps réel au travers de ses trois groupes de travail dont l'état d'avancement est rappelé dans la présente lettre.

Les réflexions et propositions de l'IGD s'organisent sur trois niveaux :

- 1) Principes et objectifs pour la gestion durable :
Charte de Services Publics Locaux et Déclaration d'accès aux services essentiels.*
- 2) Amélioration des régimes contractuels :
nouveau contrat de PPP et délégation de service public.*
- 3) Elaboration d'outils de gestion :
indicateurs de performance, harmonisation des conditions de compétition et règles de valorisation des actifs publics.*

Les éléments ainsi rassemblés pourraient étayer les futures positions françaises pour la gestion des services d'intérêt général. Ils ont vocation à favoriser l'émergence de conceptions pertinentes au niveau européen ou global. Le contenu de ces travaux devrait être plus largement diffusé. Un des objectifs des prochains mois sera donc d'organiser quelques évènements sur les thèmes au centre de nos préoccupations pour alimenter le débat sur le livre vert de la Commission européenne sur les services d'intérêt général ou encore sur le futur livre vert sur le partenariat public-privé que la Commission souhaite publier au printemps 2004. Il s'agit de trouver une voie européenne idoine pour faire des services d'intérêt général, notamment ceux à vocation économique, des outils au service des citoyens-usagers et des entreprises sans oublier les hommes qui contribuent à leur mise à disposition, élus et agents des opérateurs publics-privés.

Claude Martinand

INSTITUT DE LA GESTION DELEGUEE

Retrouvez LA LETTRE sur le Site internet de l'IGD : www.fondation-igd.org

Publications et rapports

Articles de presse de **Claude Martinand** :

février : « L'émulation, moteur de la gestion déléguée » - Le Journal des Maires

mars :

* « Délégation de service public – Une nouvelle dynamique s'impose pour bannir incertitudes et rigidités » - Le Moniteur

* « Réforme de la commande publique sur ordonnance : la création du PPP » - La Gazette des Communes

avril :

* Préface de l'ouvrage « Délégation de Service Public » (documentation juridique de mise à jour) - Le Moniteur

* Point de vue de Claude Martinand : « un contrat à géométrie variable » - Les Échos

juin :

* Interview de Claude Martinand « Puissance publique : Déléguer pour se consacrer à l'essentiel » - La lettre EVF

* Dossier PPP, mode d'emploi, « Claude Martinand plaide pour le PPP » - revue Stratégie de Développement Local

Publications ⁽¹⁾

janvier/mars : Revue Flux « Réseaux, risques et crises »

juin : Actes au Colloque organisé par l'IGD : « X^{ème} anniversaire de la loi Sapin »

Colloques ⁽¹⁾

Séminaire ATOM « Des juristes questionnent des économistes : La place du contrat dans la régulation des services collectifs dans différents pays de l'Union européenne », 25 mars

Séminaire ATOM « Des juristes questionnent des économistes : Un exemple de régulation contractuelle : la fixation du prix des médicaments remboursables et le régime de la publicité », 27 mai

Interventions

* **De Pierre Van de Vyver, Délégué Général** :

- Intervention lors de la Table ronde organisée par DEPFA BANK sur le renouveau des concessions d'infrastructure en France. Présentation de l'initiative française en faveur des PPP, 21 janvier

- Intervention lors des Assises Nationales de l'Eau des Collectivités à Rennes sur le thème « information et communication publique sur l'eau », 29 janvier

- Intervention lors de la journée annuelle d'information organisée par le SIGEIF sur le thème du développement durable, service public et politique de l'énergie lors de la table ronde consacrée aux collectivités locales face à l'objectif du développement durable, 6 mars

- Intervention lors du Forum Mondial de Kyoto sur le thème « Proposition d'un cadre pour le PPP », 18 mars

- Intervention lors du Séminaire international sur le renforcement des relations intersectorielles au Conseil de l'Europe - Institut des Nations-Unies pour la formation et la recherche - Budapest, Hongrie, 26 et 27 mars

- Intervention lors de la Conférence –débat organisée par l'Association 4D, ayant pour thème : L'eau, un enjeu de civilisations à l'UNESCO organisée dans le cadre de l'Année Internationale de l'Eau Douce et des Dossiers et Débats pour le Développement Durable, 1^{er} avril

- Intervention lors de la Conférence-débat organisée par la FNSEM sur le thème : « La Maîtrise d'ouvrage publique, les mandats et la concurrence » à la Maison des Arts et Métiers, Paris, 23 avril

- Intervention sur le thème « Quels modes de gestion pour les services publics locaux ? ». Rencontres Territoriales organisées par la Gazette des Communes, Toulouse, 27 mai

- Intervention à la Table ronde « l'acte de construire ; évolutions en cours et exercice de prospective » lors de l'Assemblée Générale des Directeurs des Services Techniques Départementaux, Rodez, 12 juin

* **De Gilles le Chatelier, Chargé de mission**:

- Intervention sur le Partenariats Public-Privé en France, organisé par le SMI, Paris, 24 février

* **De Benoît Neveu, Chargé de mission**:

- Intervention lors du forum PPP 2003 « modèles de partenariat public-privé en France : état des lieux et perspectives d'évolution des schémas possibles » organisé par le Développement Institute International, Paris, 25 février

Réunions et délégations

* **Avec Claude Martinand, Président** :

- Visite de Pierre Le François, Président de l'Institut pour le Partenariat Privé (Montréal – Québec), du 10 au 13 juin

- Journée de travail « Infrastructures et énergie en Chine » organisée par Economie et Humanisme, 25 juin

* **Avec Pierre Van de Vyver, Délégué Général** :

- Exposé d'introduction sur « les facteurs clés pour la qualité du service offert aux clients dans les transports publics » lors de la conférence sur les relations contractuelles organisée par l'Association des Autorités Responsables des Transports des Métropoles Européennes et l'Union Internationale des Transports Publics, Vienne, 25 février

- Réception d'une délégation japonaise « Pacific Consultants » réalisant une étude relative aux PPP et PFI, 7 mars

- Rencontre avec le Cabinet de M. Bolkenstein, Commission Européenne, 26 mai

* **Gilles le Chatelier, Chargé de mission** :

- Participation réunion « Task Force PPP » organisée par la Commission Européenne à la DGMarkt – D1, 14 février

- Présentation de l'IGD aux journées de formation des Hauts fonctionnaires tunisiens dans le cadre du programme « PPI & Tunisia », 13 mai

* **Avec Michel Mousel, Délégué du Président** :

- Participation au Forum social mondial de Porto Alegre, du 19 au 28 janvier

* **Avec Jean-Marie Tétart, Chargé de mission** :

- Participation à la réunion sur le thème de la Garantie d'accès aux services essentiels à Genève, 12 juin

* **Avec Jean-François Auby, membre du Comité d'Orientation et d'Evaluation** :

- Participation au Forum de Montréal sur le thème « L'eau, la santé et l'environnement » du 19 au 21 mars

Groupes de Travail

* **Valorisation des biens publics** : Dieudonné Mandelkern et les rapporteurs du groupe, Laurent Deruy et Yves Gaudemet ont analysé les informations collectées après 9 mois de travaux ; l'avant-projet de rapport sera élaboré pendant l'été avant d'être soumis au groupe plénier à l'automne. Une manifestation accompagnera la publication des résultats des travaux à l'automne.

* **Harmonisation des conditions de compétitions entre modes de gestion** : Christian Babusiaux, Président du groupe a proposé la rédaction d'un rapport d'étape résumant la première phase des travaux, identifiant les questions à traiter en seconde phase ainsi que les experts à consulter. Le rapport final sera rédigé en fin d'année.

* **Indicateurs de performance** : Le groupe spécialisé « eau et assainissement » est très avancé dans la sélection des indicateurs. Le Président, Jean-Louis Coppeaux organise une réunion de reprise début septembre au cours de laquelle le calendrier pour la fin des travaux sera établi. Les premiers tests d'indicateurs seront lancés à l'automne.

(1) Organisé par ou avec le concours de l'IGD